

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1°, R.2123-1-1 °, R.2123-4
et R.2123-5 du Code de la Commande Publique



MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE DE CLIMATISATION ET DE TRAITEMENT D'AIR DES SITES DE LA CPAM DE LILLE ET DE DOUAI

Cahier des **C**lause**s** **A**ministrative**s** **P**articuliè**re**s

L'Acheteur



CPAM LILLE DOUAI

2 rue d'Iena

59000 LILLE

Assistant Technique



10 ter rue d'en Haut

59554 Sailly Lez Cambrai

☎ : 03.27.70.55.69

@ : bet.eteic@orange.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Objet du marché	5
1.1-Objet du marché	5
1.2-Durée du marché	5
1.3 - Lieu d'exécution :	5
ARTICLE 2 – Pièces contractuelles et parties contractantes	6
2.1 - Les pièces constitutives du marché	6
2.2 - Les parties contractantes	7
ARTICLE 3 – Modalités d'exécution	9
3.1 – Définition des prestations du marché	9
3.1.1 – La prestation de conduite et entretien P2	9
3.1.2 – La prestation de Garantie Totale P3	10
3.1.3 – La prestation de traitement d'eau P9 unitaire	10
3.2 – Passation des installations entre l'ancien et le nouveau titulaire	11
3.3 – Obligations du Titulaire	11
3.4 – Prise en charge des installations après signature du marché	12
3.5 – Remise des installations en fin de contrat	12
3.6 – Intégration de nouvelles installations – Modifications du marché public	12
3.7 – Protection de la main d'œuvre et conditions du travail	13
3.8 – Responsabilité/Direction et Exécution des prestations	13
3.9 – Travaux ou Prestations défectueuses	13
3.10 – Sous traitance	13
3.11 – Contrôle et vérifications	14
ARTICLE 4 – Retenue de garantie – Assurances et attestations.....	15
4.1 – Retenue de Garantie.....	15
4.2 – Assurance - attestations.....	15
ARTICLE 5 – Modalités de déterminations des prix	16
5.1 – Valeurs base marché.....	16
5.2 – Variation des prix.....	16
5.2.1 – Formule paramétrique des prestations P2	16
5.2.2 – Formule paramétrique de la prestation P3.....	17
5.2.3 – Formule paramétrique de la prestation P9.....	17
ARTICLE 6 – Facturation	18
6.1 – Mandataire – groupement sous-traitance.....	19
6.2 – Envoi des factures.....	19
ARTICLE 7 – Paiement.....	20
7.1 – Mode et délai de règlement.....	20
ARTICLE 8 – Pénalités	21
8.1 – Pénalités pour défaut dans l'exécution des prestations	21
8.2 – Pénalités pour défaut de prestations.....	21
8.3 – Pénalités pour défaut de traçabilité sur sites.....	21
8.4 – Pénalités pour défaut de traçabilité.....	22
8.5 – Pénalités pour Absence aux réunions	22
8.6 – Exonération des pénalités	22
8.7 – Notification des pénalités	22

<p>MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE DE CLIMATISATION ET DE TRAITEMENT D'AIR DES SITES DE LA CPAM DE LILLE ET DE DOUAI</p>
--

ARTICLE 9 – Résiliation	23
ARTICLE 10 – Clause de sauvegarde	24
ARTICLE 11 – Obligations générales	24
11.1 – Cas de force majeure	24
ARTICLE 12 - Règlement des litiges et langues.....	24
ARTICLE 13 – Protection des données personnelles	25
13.1 - Obligations générales	25
13.2 - Sous-traitance	25
13-3 - Droit d'information des personnes concernées	25
13.4 - Exercice des droits des personnes	26
13.5 - Notification des violations de données à caractère personnel.....	26
13.6 - Assistance du titulaire dans le cadre du respect par l'Acheteur de ses obligations :	26
13.7 - Mesures de sécurité.....	26
13.8 - Registre des catégories d'activités de traitement.....	26
13.9 - Sort des données	26
ARTICLE 14 – Dérogations aux documents généraux.....	27

PREAMBULE : Dispositions générales

L'objet du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) est d'apporter au Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) fournitures courantes et de service 30 mars 2021, les précisions et dérogations nécessaires au bon déroulement du marché.

L'attention du candidat au présent marché est attirée sur le fait que toutes les stipulations dudit C.C.A.G. fournitures courantes et de service du 30 mars 2021 sont applicables en ce qu'elles ne sont pas modifiées ou annulées par le présent C.C.A.P.

Procédure de passation

La consultation est effectuée sous forme d'un marché à procédure adaptée, soumis aux dispositions des articles R.2123-1, R.2123-5 et R.2131-12 du Code de la Commande Publique.

Les prestations réalisées comprennent des prestations P2, P9 et P3, dont les définitions détaillées figurent au cahier des charges (AE, CCAP, CCTP et toutes les annexes).

ARTICLE 1 : Objet du marché

1.1- Objet du marché

La signature du présent marché suppose que le titulaire connaît parfaitement le patrimoine qui lui est confié et entraîne une obligation, sans restriction, de toutes les clauses prévues dans les documents contractuels. Le Titulaire ne pourra faire état d'aucune erreur ou omission pour s'y soustraire. La présente consultation concerne la mise en place d'un contrat de fourniture, de service et d'investissement. Il est composé, de prestations de conduite et d'entretien, et de prestations de garantie totale.

Le marché de fourniture et de service est composé comme suit :

- 1 - La prestation forfaitaire de conduite et d'entretien des installations techniques confiées (Prestation P2).
- 2 - Les prestations forfaitaires de garantie totale des installations techniques avec répartition (Prestation P3 GT et GTR) composée de :
 - 3-1 – P3/1 : prestation de type GT. Elle est la provision nécessaire pour toutes opérations de réparations complétées par la garantie totale des installations (renouvellement non prévue dans les prestations P3/2).
 - 3-2 – P3/2 : prestation d'investissement de type GTR, est composée des différentes opérations obligatoires de remplacement de matériels, et complété par les renouvellements de matériels proposés par chaque Titulaire.

Code CPV :

- 50720000-8 Services de réparation et d'entretien de chauffage central**
- 50721000-5 Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage**
- 50730000-1 Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération**

1.2- Durée du marché

La date prévisionnelle de début des prestations est prévue le 1^{er} juillet 2025 pour une durée de 3 ans ferme, assujettie à deux périodes de reconduction d'un an, soit une durée maximale de 5 années.

La reconduction sera signifiée au Titulaire le Cas échéant trois mois avant la date d'échéance par courrier.

Soit avant le 31 mars 2028 pour la première reconduction.

Soit avant le 31 mars 2029 pour la seconde reconduction.

1.3 - Lieu d'exécution :

Les lieux d'exécution sont les sites de Lille (1 rue d'Iéna, 59000 Lille) et de Douai (125 rue Saint-Sulpice, 59508 Douai).

Les différentes réunions d'exploitation, auront lieu à la C.P.A.M de Lille.

ARTICLE 2 – Pièces contractuelles et parties contractantes

2.1 - Les pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les pièces générales et les pièces particulières par ordre de priorité énumérées ci-dessous :

Les pièces constitutives du marché sont par ordre d'importance les suivantes :

- 1 L'acte d'engagement et ses annexes numérotées.
- 2 Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- 3 Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)
- 4 Le règlement de consultation (R.C)
- 5 Le C.C.A.G fourniture courante et service du 30 mars 2021
- 6 Le GEM exploitation de chauffage 2009

NB : Le CCAG, ainsi que le GEM sont réputés connus des parties. Ils ne sont pas fournis par l'Acheteur.

En cas de contradiction entre deux pièces contractuelles, c'est la pièce particulière qui l'emporte sur les pièces générales, selon cette même hiérarchie.

De plus, lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux, les réglementations et les dispositions d'ordre public en vigueur au 1^{er} mars 2025 s'appliquent à l'exécution du marché, tels que :

- Le règlement sanitaire départemental.
- Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du C.S.T.B., dont :
- Les prescriptions ayant valeur de cahier des charges D.T.U.,
- Les normes françaises P (Bâtiment), C (Electricité), D (Gaz),
- Les normes portant sur l'utilisation des énergies, de son stockage, des appareils à pression et du rejet des eaux usées,
- Les normes U.T.E. et U.S.E.
- Les avis techniques de la commission ministérielle sur les procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction, publiés par le C.S.T.B.
- L'arrêté du 30 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, des locaux de travail ou des locaux recevant du public
- Décret du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine Ce texte introduit des modifications aux dispositions définies en 2001 et au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique (Ce texte introduit des modifications aux fréquences de contrôle et au contenu des analyses types définis en 2001).
- Arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique.
- Arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire ne provenant pas d'une distribution publique, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- Arrêté du 21 janvier 2010 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la

santé publique ; cet arrêté introduit des contrôles additionnels pour toutes les masses d'eau superficielle (points de captage d'eau superficielle) fournissant en moyenne plus de 100 m3 par jour pour l'alimentation en eau potable, en application de l'article 7 et de l'annexe V de la Directive Cadre sur l'Eau

- La circulaire n° DGS/EA4/2010/448 du 21 décembre 2010 relative aux actions de surveillances des légionelles.
- Le règlement de sécurité incendie du 25 juin 1980 avec ses additifs et mises à jour,
- Le décret du 14 novembre 1988, concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques,
- Le décret 69.963 du 17 septembre 1963 pris en application de la loi 61.842 du 3 août 1961, ainsi qu'aux arrêtés départementaux ou locaux concernant la pollution atmosphérique,
- Le décret du 18 janvier 1943, modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz et à l'Arrêté du 23 juillet 1943 modifié, et aux textes subséquents,
- L'arrêté et la circulaire du 27 avril 1960 modifiés, relatifs à l'application de la réglementation sur les appareils à pression, aux installations de production ou de remise en œuvre du froid, ainsi qu'à l'Arrêté du 15 janvier 1962 modifié, concernant la réglementation des compresseurs,
- Le décret 75.960 du 17 octobre 1969, modifié et ses arrêtés d'application concernant la limitation des niveaux sonores de certains appareils d'équipement mobilier et immobilier,
- La loi 74.908 du 20 octobre 1974, relative aux économies d'énergie notamment à son article 2,
- Le décret 74.1025 du 3 décembre 1974, relatif à la limitation de température de chauffage des locaux, complété par le Décret 75.333 du 5 août 1975, et notamment son Article 5 modifié par l'Arrêté du 25 juillet 1977 et le Décret du 22 octobre 1979,
- Le décret 77.1133 et 77.1134 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- La circulaire du 7 octobre 1982 concernant la visite et l'examen périodiques des installations
- Les décrets 93.40 et 93.41 du 11/01/93 relatifs aux travaux de mise en conformité des équipements de travail.
- L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif aux nuisances sonores.
- La loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Rubriques : 2910 Combustion et 2920 : Réfrigération / Compression
- La loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation de l'énergie, notamment son article 44.
- Le décret n°74-415 du 13 mai 1974 modifié par le décret n°91-1122 du 25 octobre 1991 et par le décret n°96-335 du 18 avril 1996 relatif au contrôle des émissions polluantes dans l'atmosphère et à certaines utilisations de l'énergie thermique.
- Le décret N° 92-158 du 20 février 1992 relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité, applicables aux travaux effectués dans un Etablissement par une Entreprise extérieure.
- Le Code du Travail
- Les règlements sanitaires notamment les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des règlements intérieurs propres à la société occupant l'immeuble
- Le Code de construction et de l'habitation
- Et les prescriptions imposées par E.D.F, ou GDF.

NB : L'ensemble des pièces énumérées ci-dessus sont réputées connues des parties. Elles ne sont pas fournies par l'Acheteur. Le Titulaire, comme l'Acheteur, reconnaissent expressément le caractère contractuel.

2.2 - Les parties contractantes

D'une part

Les CPAM Lille et Douai, sis 2 rue d'Iena, 59000 Lille, représentées par Madame la Directrice Carole GRARD.

Et d'autre part :

L'Entreprise de services ou le groupement d'entreprises ci-dessous, désignés "le Titulaire ou le candidat" dans les présentes, et dont l'Acte d'Engagement est accepté et signé par l'Acheteur, (dont les coordonnées sont rappelées dans l'Acte d'Engagement).

Structure de la société :

Le Titulaire précisera dans son mémoire d'offres, la structure de sa société, la répartition de son capital social, ainsi que l'organigramme financier mettant en exergue sa position, son appartenance, ses éventuelles filiales.

Le Titulaire précisera également dans son mémoire d'offres les moyens humains et matériels qu'il compte mettre en place pour l'exécution des prestations suivant les prérogatives contractuelles

L'Acheteur se réserve le droit d'exiger du Titulaire, le remplacement d'un de ses employés qui se serait rendu coupable de manquements graves ou préjudiciables dans le cadre professionnel.

Le Titulaire sera tenu d'informer sans délai l'Acheteur de l'existence, pour son compte ou celui d'un de ses sous-traitants, d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

ARTICLE 3 – Modalités d'exécution

3.1 – Définition des prestations du marché

La Présente consultation concerne la mise en place d'un contrat de fourniture, de service et d'investissement. Il est composé, de prestations de conduite et d'entretien, et de prestations de garantie totale.

Le Titulaire a passé pour la bonne exécution du présent contrat, tous les accords et conventions pour garantir la continuité de service. Le Titulaire a l'obligation de faire coïncider la fin des contrats de sous traitance avec celle du présent marché.

La fourniture de l'énergie électrique ainsi que de l'eau de ville nécessaire au fonctionnement des installations techniques confiées au Titulaire au titre du présent marché est à la charge de l'Acheteur.

Les conditions spécifiques d'exploitation, la liste des installations concernées, le contenu des prestations, sont précisés notamment dans le cahier des clauses techniques particulières et les annexes de l'acte d'engagement.

La forme des prestations sont les suivantes :

3.1.1 – La prestation de conduite et entretien P2

Les prestations de conduite et entretien (prestation P2) sont établies suivant les modalités fixées par le C.C.A.G fournitures courantes, et service.

Elles sont forfaitaires pour chaque exercice annuel. Elles peuvent faire l'objet d'une ponction partielle des montants dus à l'application de pénalités par l'Acheteur. Ces pénalités peuvent s'appliquer sur les prestations d'un site, ou sur l'ensemble de la prestation selon les faits reprochés.

De par leur caractère forfaitaire, ces prestations sont réputées être établies annuellement.

Il est rappelé au Titulaire qu'il est soumis dans l'exécution de cette prestation aux obligations résultant des lois et règlements à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail.

La prestation de conduite et entretien se décompose en deux typologies de prestations :

Les prestations P2

Le titulaire met en œuvre les moyens minimaux conformément aux indications du C.C.T.P concernant l'ensemble des entretiens et contrôles annuels obligatoires sur les installations techniques confiées. Elles comprennent essentiellement :

- Les méthodes de maintenance et d'exploitation des installations confiées, avec traçabilité aussi bien au niveau technique, qu'au niveau administratif ;
- Les pénalités ;
- Les moyens de diffusion des informations ;
- Les moyens pour éviter les pannes et les dysfonctionnements ;
- Les dépannages et réparations urgentes en astreinte 24h/24h ;

- Les moyens humains et matériels nécessaires à la lutte contre la prolifération des légionelloses ;
- Les moyens humains, matériels et de fourniture pour atteindre les valeurs réglementaires en termes de qualité d'air, d'eau traitée et adoucie, d'eau glacée, d'eau de bassin et de filtration.

La prise en charge des prestations définies dans le présent document constitue un contrat de résultat dans les grandeurs physiques à garantir, la continuité de service à assurer sur ces installations techniques :

- Garantir les températures intérieures selon les valeurs souhaitées, durant les périodes de chauffage indiquées,
- Conduire, entretenir, et garantir la continuité de service sur les installations techniques confiées
- Garantir l'accessibilité des équipements,

3.1.2 – La prestation de Garantie Totale P3

Les prestations de garantie Totale (prestation P3) sont établies sur les installations techniques suivant les modalités d'application fixées par le C.C.A.G fournitures courantes, et service.

Elles sont forfaitaires pour chaque exercice annuel. Elles ne peuvent pas faire l'objet de pénalités par l'Acheteur.

La prestation de conduite et entretien se décompose en trois typologies de prestations :

La garantie totale est l'obligation faite au Titulaire de réparer ou de remplacer par un matériel de même fonction, tout matériel n'assurant plus ses fonctions initiales, ou présentant un taux de dysfonctionnement perturbant la continuité de services.

Le Titulaire accepte par cette prestation de réaliser l'ensemble des opérations de réparation, ou de remplacements nécessaires sur l'ensemble des installations prises en compte.

Pour ce faire, la prestation P3 se décompose en deux parties :

La prestation de P3/1 est type GT. Elle est la provision nécessaire pour toutes opérations de réparations complétées par la garantie totale des installations (renouvellement non prévue dans les prestations P3/2).

La prestation d'investissement P3/2 est de type GTR, elle est composée des différentes opérations obligatoires de remplacement de matériels, et complété par les renouvellements de matériels proposés par chaque Titulaire.

3.1.3 – La prestation de traitement d'eau P9 unitaire

La fourniture des produits de traitement de l'eau chaude sanitaire (sels pour adoucisseurs) fait l'objet d'une redevance unitaire « P9u » valorisée à chaque facturation trimestrielle, en fonction du nombre de m3 consommé.

L'entretien des appareillages, la manutention nécessaire au rechargement de sels, ainsi que la désinfection annuelle des résines des adoucisseurs sont comprises sans restriction dans le montant de la prestation P2.

La fourniture de sels est comprise sans restriction dans le montant de la prestation P9u.

L'ensemble des analyses d'eau nécessaire au contrôle des appareillages (analyses physico-chimique semestrielles) est compris sans restriction dans le montant de la prestation P2.

Ces prestations ne peuvent pas faire l'objet d'une ponction partielle des montants dus à l'application de pénalités.

3.2 – Passation des installations entre l'ancien et le nouveau titulaire

Consécutivement à l'attribution, entreprise retenue, il sera procédé à une passation des installations entre l'ancien et le nouveau Titulaire du marché au cours du mois de mai 2025.

Le nouveau Titulaire organisera avec l'ancien Titulaire et le référent technique de la CPAM, les visites conjointes des installations pour la passation, à ce titre il récupérera lors de ces visites les clés d'accès. À l'issue de ces visites, il rédigera un rapport de prise en charge qu'il transmettra au Pouvoir Adjudicateur. En cas de litige, ou de réserves, une réunion tripartite sera organisée par l'Acheteur afin de lever ces observations sur la maintenance.

En cas de problème d'organisation, ou de refus de la part de l'ancien Titulaire, le nouveau Titulaire devra en avvertir l'Acheteur.

3.3 – Obligations du Titulaire

Le Titulaire est seul responsable, vis à vis des tiers, dans les termes du droit commun, de son administration ou de sa gestion.

Le Titulaire s'engage, en réalisant les prestations décrites dans le C.C.T.P, à obtenir les résultats qui sont contractuels.

Le Titulaire devra respecter toutes les réglementations en vigueur pendant toute la durée du marché, ainsi que les règles de l'Art, et devra observer les contraintes d'exploitation en matière de sécurité, d'hygiène et de prévention des accidents du Travail.

Le Titulaire devra se soumettre aux exigences de transparence et s'engage à mettre à disposition de l'Acheteur, tous documents relatifs à la gestion du marché.

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitants devront se soumettre aux règlements intérieurs et de sécurité, présents ou à venir.

Le Titulaire aura l'obligation de participer activement aux réunions périodiques organisées par l'Acheteur, dans un esprit de fructueuse collaboration, aura à informer l'Acheteur de tout événement lié à l'exécution du marché, e-mail sous deux heures, et aura à soumettre au Pouvoir Adjudicateur toutes propositions techniques qui améliorerait l'exécution du marché.

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objet quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'Acheteur être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenue à la connaissance du Titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

3.4 – Prise en charge des installations après signature du marché

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de la consistance des installations, des bases de calcul et des conditions de fonctionnement des installations, dont les grandes lignes sont données au CCTP.

Le Titulaire ne pourra d'autre part arguer d'un manque d'informations ou d'insuffisance de connaissance des installations pour formuler des réserves ou retarder la prise en charge qui sera effectuée en présence de l'Acheteur et du Titulaire actuel.

Un procès-verbal des lieux et des installations à la charge de l'exploitant sera établi lors de la prise en charge, par les parties en présence, et comportera notamment un relevé de l'état des stocks, ainsi que des index des différents compteurs d'eau.

Un rapport mentionnant les malfaçons et les anomalies de fonctionnement des installations sera communiqué par le Titulaire au Pouvoir Adjudicateur en mentionnant toutes les réserves éventuelles dans un délai de deux mois suivant la prise en charge contradictoire.

Après ce délai, aucune réserve ne sera recevable et ne pourra justifier de la part du Titulaire, le non-respect de ses obligations contractuelles.

3.5 – Remise des installations en fin de contrat

En fin de marché ou en cas de résiliation, le Titulaire s'engage à laisser les installations en parfait état de propreté et d'entretien, prête à affronter, sans incident prévisible, au moins une nouvelle année d'exploitation.

La dernière année du marché, dès la fin de saison de chauffage ou neuf mois avant l'échéance du présent contrat, un état des lieux ainsi qu'un procès-verbal notifiant l'état d'entretien et de fonctionnement des installations, seront dressés contradictoirement.

Les travaux qui seraient indispensables au bon fonctionnement des installations devront être exécutés par le Titulaire dans les délais fixés par l'Acheteur et aux frais du Titulaire.

En cas de contestation, il sera désigné, d'un commun accord, un Expert agréé auprès du Tribunal qui précisera s'il y a lieu, la nature et l'importance des réparations à effectuer pour rendre les installations aptes à un fonctionnement satisfaisant pendant une nouvelle année, chaque partie s'engageant par avance à accepter les conclusions de l'Expert.

Le Titulaire devra aussi assurer une participation réelle et effective aux réunions de passation qui pourraient avoir lieu, à la fin du présent contrat (cas de la prise en charge par un autre exploitant à la fin du contrat).

Dans ce cas un Procès-Verbal sera établi, afin qu'il puisse être rectifié par les différents intervenants, et aussi éviter tout litige ultérieur.

3.6 – Intégration de nouvelles installations – Modifications du marché public

L'Acheteur pourra, sur l'ensemble de la durée du marché et sans préavis, modifier le patrimoine confié en entretien au Titulaire par **ajout ou retrait** de groupes ou installations dont la liste sera arrêtée par modifications de marché qui sera délivré au Titulaire et qui précisera la date de prise en charge ou de

retrait des installations. En aucun cas, l'entreprise titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

Si de nouvelles installations doivent être prises en charge, elles seront intégrées, dans les mêmes conditions du marché suivant la typologie des installations.

3.7 – Protection de la main d'œuvre et conditions du travail

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail. En aucun cas, l'Acheteur ne pourra voir sa responsabilité engagée dans ce domaine.

3.8 – Responsabilité/Direction et Exécution des prestations

Le Titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages, tant matériels qu'immatériels, de l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- ☐ À son personnel ou à des tiers,
- ☐ À ses biens,
- ☐ Aux biens appartenant au Pouvoir Adjudicateur, ou à des tiers.

Le Titulaire n'exercera, en aucun cas, un quelconque recours contre l'Acheteur.

Le Titulaire est responsable de la bonne qualité de ses interventions.

La responsabilité du Titulaire ne sera pas engagée pour tous incidents ou accidents provoqués par fausse manœuvre par un tiers, malveillance, sinistre, guerre, inondation, tremblement de terre, incendie, orage.

Les faits de grève, chez le Titulaire ne dégagent pas celui-ci de sa responsabilité pour l'exécution des prestations.

3.9 – Travaux ou Prestations défectueuses

Les travaux P3 ou prestations P2 qui auront été incorrectement exécutés seront ré-exécutés à la charge du Titulaire. Les prestations P2 sont considérées acceptées en l'état lors de la validation du décompte annuel. Les travaux P3 sont considérés acceptés en l'état lors de la validation de l'arrêté du compte d'exécution P3.

3.10 – Sous traitance

Le Titulaire du marché dispose de la faculté de sous-traiter une partie de son marché, néanmoins, la sous-traitance globale est interdite.

Conditions contractuelles d'admissibilité de la sous-traitance :

Le Titulaire qui désire sous-traiter une partie des prestations devra obligatoirement avoir vérifié que le sous-traitant, qu'il propose, est en règle au regard de ses obligations sociales et fiscales telles que définies à l'**Acte d'Engagement**, et qu'il met en œuvre les relances nécessaires pour obtenir de ses sous-traitants les documents prouvant leur régularité.

Le Titulaire qui désire sous-traiter devra avoir présenté tous les éléments ci-dessus au Pouvoir Adjudicateur en même temps que la demande d'acceptation et d'agrément de la sous-traitance ainsi que des éléments permettant au Pouvoir Adjudicateur de juger de la qualité professionnelle, des conditions d'assurance du sous-traitant ainsi proposé (en pratique, joindre la copie de l'assurance R.C. du sous-traitant, la qualification et/ou les références travaux).

Un dossier de sous-traitance devra être adressé au Pouvoir Adjudicateur, **sous 8 jours francs**, au plus tard après sa date de signature, envoyée en Lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR).

À réception de l'ensemble de ces éléments, et sans qu'il ait à motiver sa décision, l'Acheteur acceptera ou non le sous-traitant, et agréera ou non ses conditions de paiement, sous la forme d'une réponse écrite au Titulaire avec copie au sous-traitant.

Faute de réponse de l'Acheteur sous 15 JOURS à réception de la demande, la sous-traitance est considérée comme acceptée, et les conditions de paiement acceptées.

Sanctions contractuelles :

En cas de maintien par le Titulaire du marché d'un sous-traitant non accepté, le marché principal pourra être résilié par LRAR par l'Acheteur, avec effet immédiat.

Cette résiliation sera assortie d'une indemnité couvrant les préjudices subis par l'Acheteur, indemnité comprenant :

- les pertes directes liées à l'immobilisation du chantier dans l'attente de trouver un entrepreneur de substitution,
- tout frais indirect consécutif et d'une manière générale tous frais induits par cette résiliation au tort exclusif du Titulaire.

3.11 – Contrôle et vérifications

L'Acheteur peut, à tout moment, procéder ou faire procéder à toutes vérifications utiles et faire contrôler, à ses frais, par un organisme technique, la conformité de la prestation demandée.

Ces contrôles et vérifications ne dégagent en rien la responsabilité du Titulaire qui demeure pleine et entière, et peuvent faire l'objet en cas de carence constatée, de pénalités.

Dans le cas où ces contrôles démontreraient que le travail réalisé n'a pas été effectué conformément aux règles de l'Art et au descriptif du marché, le Titulaire serait tenu de les effectuer à nouveau, sans supplément de prix, dans les meilleurs délais, et rembourserait au Pouvoir Adjudicateur les honoraires des organismes techniques éventuellement engagés.

ARTICLE 4 – Retenue de garantie – Assurances et attestations

4.1 – Retenue de Garantie

Le Titulaire est dispensé de retenue de garantie.

4.2 – Assurance - attestations

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire est civilement responsable des dommages corporels, matériels, et immatériels, qui pourraient être causés aux installations, ou aux biens présents sur les sites de Douai et Lille, ainsi qu'au tiers, à l'occasion de ses interventions contractuelles.

Dans un délai de quinze jours à compter de l'attribution du marché, le Titulaire, ainsi que les co-traitants et sous-traitants éventuels, doivent justifier qu'ils sont Titulaires :

- d'une assurance garantissant les dommages corporels ;
- d'une assurance garantissant les tiers

Le Titulaire sera assuré pour les risques suivants :

- responsabilité civile (entretien maintenance) : illimités.
- responsabilité civile (travaux) : illimités.
- dommages corporels illimités ;
- dommages matériels et immatériels **1 000 000 € (un million d'Euros HT)**.

Aucun ordre de service ne peut être émis, sans les attestations des compagnies d'assurances des intéressées (Titulaire, sous-traitant, co-traitant).

ARTICLE 5 – Modalités de déterminations des prix

5.1 – Valeurs base marché

Les prix du marché indiqués dans l'acte d'engagement sont établis sur la base des conditions économiques fixées dans l'Acte d'Engagement.

Chaque indice de base nécessaire à l'actualisation des prestations est indiqué dans l'acte d'engagement.

Les indices " o " correspondent aux valeurs des paramètres base marché, précisées à l'acte d'engagement

5.2 – Variation des prix

Prestations forfaitaires P2 et P3

Les montants de l'année 1 sont ceux indiqués dans l'acte d'engagement pour chaque prestation P2, et P3. Les prix sont révisables uniquement au début de chaque année contractuelle pour l'année n+1 et suivantes, lors de l'émission de l'acompte n°1. Les montants du marché sont donc révisés suivant les différentes formules paramétriques, une seule fois en début d'année contractuelle, pour chaque saison.

La première année les prestations sont forfaitaires, et conformes aux montants annoncés dans l'acte d'engagement, la première révision interviendra au 1^{er} juillet 2026.

Les prestations sont révisées au 1^{er} juillet de chaque saison en fonction de l'indice connu au 1^{er} juillet de la nouvelle année.

5.2.1 – Formule paramétrique des prestations P2

Les redevances P2 seront révisées annuellement en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P2 = P2_0 \times \left[0,125 + \left(0,725 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} \right) + \left(0,15 \times \frac{FSD1}{FSD1_0} \right) \right]$$

Avec :

- **ICHT-IME** : est la valeur du coût de la main d'œuvre "Industries mécaniques et Électriques", publié au B.O.C.C.R.F, connu au 1^{er} juillet de chaque année.
Depuis le premier trimestre 2013, les indices du coût horaire du travail (ICHT publiés) intègrent le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).
- **FSD1** : est la valeur de l'indice des "Frais et Services Divers 1", publié par l'INSEE, connu au 1^{er} juillet de chaque année.
- **P2** : est le nouveau prix de la prestation annuelle.
- **P2₀** est le prix de la prestation base marché
- **ICHT-IME₀, FSD1₀**: sont les valeurs des indices ₀ base marché

Les pénalités éventuelles sont forfaitaires et seront déduites par le Titulaire de chaque facturation concernée.

5.2.2 – Formule paramétrique de la prestation P3

Les redevances P3 seront révisées annuellement en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P3 = P3_0 \times \left[0,125 + \left(0,425 \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} \right) + \left(0,45 \frac{BT40}{BT40_0} \right) \right]$$

avec :

- **ICHT-IME** : est la valeur du coût de la main d'œuvre "Industries mécaniques et Électriques", publié au B.O.C.C.R.F, connu au 1^{er} juillet de chaque année.
Depuis le premier trimestre 2013, les indices du coût horaire du travail (ICHT publiés) intègrent le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).
- **BT40** : est la valeur de l'index Bâtiment national "Chauffage central", publié au Moniteur des Travaux Publics connu au 1^{er} juillet de chaque année.
- **P3** : est le nouveau prix de la prestation annuelle.
- **P3₀** : est le prix de la prestation base marché
- **BT40₀, ICHT-IME₀** : sont les valeurs des indices ₀ base marché

5.2.3 – Formule paramétrique de la prestation P9

Les redevances P9U unitaires seront révisées suivant la formule paramétrique, avec les indices calculés au prorata temporis de la période écoulée appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P9 = P9_0 \times \left[0.125 + \left(0.725 \frac{PCIB}{PCIB_0} \right) + \left(0.15 \frac{FSD1}{FSD1_0} \right) \right]$$

Avec :

- **PCIB** : est la valeur de l'indice " Traitement de l'eau " identifiant 000849977, au prorata temporis de la période écoulée (année contractuelle).
- **FSD1** : est le résultat de la valeur de l'indice EBI ("Énergies, biens intermédiaires et biens d'équipement") pondéré à 79% et de la valeur de l'indice TCH ("Services de transport, communications et hôtellerie, cafés, restauration") pondéré à 21%, publiés par Le Moniteur, au prorata temporis de la période écoulée (année contractuelle).
- **P9**, sont les nouveaux prix des prestations unitaires.
- **P9₀**, sont les prix unitaires des prestations base marché
- **PCIB₀, FSD1₀** : sont les valeurs des indices ₀ base marché précisées dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 – Facturation

La facturation des prestations P2, P9 et P3 du marché sera établie annuellement par le Titulaire selon les modalités suivantes :

- **Facture n° 1 : du 01 juillet au 30 septembre émise avant le 15 octobre**
- **Facture n° 2 : du 01 octobre au 31 décembre émise avant le 15 janvier**
- **Facture n° 3 : du 01 janvier au 31 mars émise avant le 15 avril**
- **Facture n° 4 : du 01 avril au 30 juin émise avant le 15 juillet**

La première facturation émise en juillet 2025 sera réalisée au prorata temporis de la période contractuelle écoulée

Chaque facture est émise mensuellement à terme échu, entre le 10 et le 20 du mois suivant, de la manière suivante :

3/12 des prestations forfaitaires P2, et P3 révisées annuellement suivant les formules paramétriques respectives avec les indices de révision parus en date du 1^{er} juillet de l'année N (la première actualisation des prestations interviendra avec la facture d'octobre 2026) .

Facturation de la prestation P9 : P9 unitaire x consommations constatées sur la période.

Le P9 est révisé suivant la formule paramétrique, avec les indices calculés au prorata temporis de la période, auxquels sont multipliés les consommations constatées de la période écoulée.

La facturation émise en octobre intègre :

La facturation des prestations P2 et P3 est actualisée une fois par an selon les indices parus en date du 1^{er} juillet de l'année considérée.

Le Titulaire joindra obligatoirement lors de l'émission la facture n°1 de la saison, soit au 15 octobre, les photocopies des publications justifiant les indices utilisés.

Toute présentation de facture incomplète ne pourra être traitée. Elle lui sera retournée par lettre recommandée avec accusé de réception, et le Titulaire ne pourra faire valoir aucun intérêt moratoire pour retard de paiement.

Chaque facturation sera détaillée de la manière suivante :

- Une facture globale reprenant les prestations de fonctionnement P2 et P3/1
- Une facture globale reprenant les prestations d'investissement P3/2
- Une facture globale reprenant les prestations de fonctionnement P9

Toutes les factures seront établies hors taxes, puis majorées de la T.V.A. (taxe sur la valeur ajoutée). La TVA (taxe sur la valeur ajoutée), varie selon les prestations à réaliser. La T.V.A (taxe sur la valeur ajoutée), est appliquée suivant les taux en vigueur lors de l'établissement des factures. Les montants des différents acomptes émis seront éventuellement rectifiés lors du décompte annuel, en appliquant les taux de T.V.A en vigueur lors des encaissements.

6.1 – Mandataire – groupement sous-traitance

La signature de la facture n°4 (décompte annuel) par le mandataire du groupement, vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer, éventuellement à chacune des entreprises solidaires, (compte tenu des modalités de répartition des paiements éventuellement prévus dans le marché).

Concernant les sous-traitants, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la facture d'octobre, signée par celui qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par l'Acheteur aux sous-traitants concernés.

Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Les factures seront remises au Pouvoir Adjudicateur, entre le 10 et le 20 du mois suivant la période facturée.

Le non-respect de cette condition exposera le Titulaire aux pénalités prévues à l'article 8 du présent document.

6.2 – Envoi des factures

Les factures suivront un parcours spécifique pour être validées dans les temps. Il est de la responsabilité du Titulaire de respecter chaque étape du processus de validation.

Les factures peuvent être émises :

Par voie dématérialisée : via le portail ChorusPro.

Dans ce cadre, les informations nécessaires sont les suivantes : N° Siret : 517583423 00010

Par voie postale : libellées au nom de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie Lille-Douai et adressées au :
« Service logistique » 125 rue Saint-Sulpice – CS20821 59508 DOUAI Cedex ou à l'adresse mail
: facturation-cpam595.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr.

Le non-respect de cette condition exposera le Titulaire aux pénalités prévues à l'article 8 du présent document.

ARTICLE 7 – Paiement

7.1 – Mode et délai de règlement

Conformément aux articles L2192-10 et L2192-11, la CPAM, se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte du Titulaire dans les 30 Jours à compter de la réception de la facture.

Suivant les articles L2192-12 à L2192-15 tout retard de paiement donne droit à des intérêts moratoires qui sont calculés conformément à la LME.

ARTICLE 8 – Pénalités

8.1 – Pénalités pour défaut dans l'exécution des prestations

En cas de non-respect des températures de consigne, il sera appliqué de plein droit, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à :

Le chauffage des locaux :

-Ecart de plus d'un degré (en plus ou en moins) par rapport à la température de consigne définie au C.C.T.P : **100€ HT/Jour**

-Ecart de plus de trois degrés (en plus ou en moins) par rapport à la température de consigne définie au C.C.T.P: **300€ HT/Jour**

La production ECS :

-Ecart de plus de trois degrés (en plus ou en moins) par rapport à la température de consigne définie au C.C.T.P: **100 € HT/Jour**

-Ecart de plus de cinq degrés (en plus ou en moins) par rapport à la température de consigne définie au C.C.T.P : **300€ HT/Jour**

8.2 – Pénalités pour défaut de prestations

En cas de retard dans la réalisation d'un dépannage, il sera appliqué de plein droit, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à : **100€ HT/constat**

En cas de retard dans la réalisation de la prestation d'entretien due au regard du C.C.T.P, il sera appliqué de plein droit, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à : **300€ HT/Jour**

En cas de retard dans la réalisation de la prestation de contrôle annuel, il sera appliqué de plein droit, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à : **300€ HT/Jour**

Les pénalités sont cumulables et s'entendent par jour calendaire (Samedis, Dimanches, et jours fériés compris).

8.3 – Pénalités pour défaut de traçabilité sur sites

En cas de défaut de traçabilité dans le livret de prestations (cahier de chaufferie) il sera appliqué de plein droit, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à : **100€ HT/constat**

Les pénalités sont cumulables et s'entendent par jour calendaire (Samedis, Dimanches, et jours fériés compris).

8.4 – Pénalités pour défaut de traçabilité

En cas de non fourniture des éléments techniques de suivi défini au C.C.T.P, il sera appliqué de plein droit, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à : **100€ HT/ Jour**

Les pénalités sont cumulables et s'entendent par jour calendaire (Samedis, Dimanches, et jours fériés compris).

8.5 – Pénalités pour Absence aux réunions

En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi, ou en cas de non présence du technicien à la réunion hebdomadaire pour les faits marquants, il sera appliqué de plein droit, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à : **200€ HT/ absence constatée**

8.6 – Exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS 2021, le Titulaire ne sera en aucun cas, exonéré des pénalités mentionnées au présent document.

8.7 – Notification des pénalités

Par dérogation au GGAG FCS 2021, l'Acheteur est dispensé de mise en demeure préalable avant l'application de pénalités.

Le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement constaté une pénalité.

La pénalité est notifiée par le Pouvoir Adjudicataire, par mail au référent marché mail le constat réalisé et la pénalité.

La notification par mail contiendra :

- La date du constat démarrant la pénalité
- La pénalité forfaitaire, ou journalière appliquée.
- En cas d'application de pénalités journalières, un second mail de l'Acheteur notifiera l'arrêt des pénalités après constat des actions correctives, ainsi que le montant définitif des pénalités.

Toutes pénalités feront l'objet de réfaction sur les prestations forfaitaires sur le quatrième acompte.

Les pénalités sont limitées à hauteur de 20% de la prestation P2 de l'année considérée (valeur de base révisée suivant l'année considérée)

ARTICLE 9 – Résiliation

Outre les dispositions prévues dans le CCAG fournitures courantes et service, le marché peut être résilié, de plein droit, au gré de l'Acheteur, contenu d'un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que le Titulaire, les ayants droits, le tuteur, le curateur, l'administrateur ou le liquidateur puissent prétendre à une indemnité quelconque, dans les cas suivants :

- en cas de décès ou incapacité civile du Titulaire,
- en cas de redressement ou de liquidation judiciaire du Titulaire, sauf si une décision de justice permet de poursuivre le marché,
- en cas d'incapacité physique manifeste et durable du Titulaire compromettant la bonne exécution du marché,
- en cas d'événement ne provenant pas d'un fait du Titulaire qui rend absolument impossible l'exécution du marché, si le Titulaire le demande,
- au cas où le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 Décembre 1975 ou du CCAG,
- au cas où le Titulaire a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail,
- au cas de non restitutions des matériels, objets et approvisionnements qui ont été confiés au Titulaire.
- au cas où le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements,
- au cas où le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus,
- au cas où des modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise du Titulaire sont de nature à compromettre l'exécution du marché,
- au cas où le Titulaire s'est livré, à l'occasion de son marché, à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations,
- au cas où postérieurement à la conclusion du marché, le Titulaire a été exclu de toute participation aux marchés de la personne publique,
- en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés en annexe au règlement de consultation ou en cas de refus de produire les pièces prévues à l'article 14 du présent document.
- au cas où le Titulaire a contrevenu aux obligations de discrétion et n'a pas pris les mesures de sécurité.
- En cas de manquement de l'entreprise à l'une de ses obligations contractuelles
- Dès lors que les pénalités atteignent 20 % de la prestation P2 au cours de la même saison contractuelle.

ARTICLE 10 – Clause de sauvegarde

Si, pendant la période contractuelle le coût des prestations (P1, P2 ou P3) subit une variation de plus ou moins 10% durant une année contractuelle, L'Acheteur demandera un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques bases marché. Après accord, un avenant sera alors rédigé.

Le Titulaire devra apporter la preuve qu'il n'est pas à l'origine de ces dérives, et il ne pourra ignorer ou refuser une telle demande, faute de quoi, l'Acheteur pourra résilier le marché.

La démarche serait identique si l'un des paramètres d'indexation venait à être changé, ou s'il cessait d'être publié, ou si de nouveaux textes réglementaires viendraient perturber les conditions d'exécution du marché.

ARTICLE 11 – Obligations générales

11.1 – Cas de force majeure

En cas de suspension des fournitures et prestations définies, le Titulaire n'est pas tenu pour responsable d'arrêt ou de suspension de fourniture dans les cas suivant :

- en cas de force majeure selon l'application de l'article 1148 du Code Civil,
- en cas d'événements exceptionnels : guerres, émeutes, coupure gaz, coupure de courant par EDF ;
- En cas d'interdiction administrative d'exploiter tout ou partie des installations confiées.

Pour tous les cas cités ci-dessus, le Titulaire, ainsi que l'Acheteur chercheront conjointement une solution pour assurer la sauvegarde des biens confiés, et la continuité totale ou partielle des prestations

Force majeure : Sont considérés comme tels tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendants de la volonté des parties et qui auraient pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenables du point de vue technique ou financier, en particulier les cas suivants : la guerre, les émeutes et mouvements populaires, les inondations, les calamités naturelles, les coupures d'électricité ou de gaz, le contingentement du combustible, les mesures gouvernementales ou administratives.

ARTICLE 12 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 13 – Protection des données personnelles

13.1 - Obligations générales

A compter du 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016). Dans ce cadre, le titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données pour le compte de l'acheteur responsable du traitement, s'engage à :

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat;
- Collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite de l'acheteur ;
- Collecter et traiter les données conformément aux instructions données par l'acheteur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du Règlement Général sur la Protection des Données.

L'acheteur s'engage à fournir au titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

13.2 - Sous-traitance

Le titulaire peut, avec l'accord préalable de l'acheteur, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique. Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. L'information transmise à l'acheteur indique précisément les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données conformément au présent article.

Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant l'acheteur.

13-3 - Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec l'acheteur.

13.4 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire s'efforce de fournir, à l'acheteur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le Règlement Européen sur la Protection des Données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

13.5 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie, dès qu'il en a connaissance, à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur de notifier si nécessaire cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

13.6 - Assistance du titulaire dans le cadre du respect par l'Acheteur de ses obligations :

Le titulaire fournit à l'acheteur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition de l'acheteur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par l'acheteur ou par un tiers mandaté.

13.7 - Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

13.8 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte de l'acheteur conformément au Règlement général sur la protection des données.

13.9 - Sort des données

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, l'acheteur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par l'acheteur.

ARTICLE 14 – Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles ci-après du C.C.A.P sont apportées aux articles du GGAG FCS ci-après :

- ✓ Article 8 du CCAP : Seuils des Formules de pénalité déroge à l'article 14.1.3 du C.C.A.G des marchés publics de fournitures courantes et de services du 30 mars 2021, sur l'exonération des pénalités.